



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une intervention présidentielle « hors sol » et pleine de contradictions

Lors de son intervention télévisée d'hier, le président de la République a fait la démonstration de son décalage avec la réalité sociale du pays et a multiplié les contradictions. Un discours où la démagogie n'a d'égale que la visée populiste du propos.

Alors que « **la terre brule** », littéralement en Amérique du Nord en ce moment, rien, pas un mot sur les questions climatiques et les enjeux environnementaux !

Alors que **les violences faites aux femmes** s'accroissent, pas un mot sur la situation, pas une mesure de protection, pas un projet, rien...

Alors que la majorité des travailleur.euse.s ne boucle pas les fins de mois et que l'économie ne pourra véritablement repartir que grâce à la consommation des ménages, **pas un mot sur les salaires**, pas de propositions pour augmenter significativement le Smic, les minima sociaux, les pensions...

Alors que **la jeunesse paie un lourd tribut** en termes d'emploi, d'accroissement sans précédent de la précarité, d'isolement, de renoncement aux études, de non accès à l'alternance, à l'emploi, etc., pas un mot pour viser un retour au « plein emploi »...

Toutes les réalités sociales du quotidien ont été éludées par un Président bien plus préoccupé par sa réélection que de véritablement répondre aux préoccupations du monde du travail.

Des contradictions qui confinent à l'absurde

Il porte l'idée d'une **politique industrielle** en France. Pourtant, ces dernières années, les exemples ne manquent pas de fermeture de sites, de délocalisation et, à chaque fois, le même discours : « nous n'y pouvons rien »... Sans attendre, pourquoi alors le gouvernement n'intervient-il pas en imposant un moratoire sur les fermetures de sites industriels ? Pourquoi n'intervient-il pas, par exemple, pour maintenir l'entreprise Luxfer qui fabrique du matériel médical. Et, les exemples similaires sont nombreux.

Il valorise le **CDI** alors même que le gouvernement n'a de cesse de le remettre en cause et de vouloir lui substituer des formes de contrat toujours plus précaires, afin de répondre aux attentes d'un patronat qui voit dans la stabilité du contrat de travail des freins à l'embauche...

Il promeut **notre système de protection sociale** qui nous a permis d'amortir les grandes crises (financière de 2008 et sanitaire depuis 2020), alors même que sa politique n'a de cesse de casser la sécurité sociale, de fragiliser son financement, qu'il tente d'imposer une nouvelle réforme de l'assurance chômage, qu'il vise un nouveau recul de l'âge de départ en retraite...

Il encourage le « **dialogue social** », alors même qu'il tente d'imposer, au 1^{er} octobre, une réforme de l'assurance chômage combattue par l'ensemble des organisations syndicales françaises et par le Conseil d'État lui-même...

Il présente son projet de **réforme des retraites** comme « particulièrement juste et nécessaire ». Pourtant, il le tempore en le reportant post Covid, autant dire dans la perspective d'un nouveau mandat...

Il encense les personnels soignants, alors même qu'il les stigmatise en les faisant passer pour des rétifs à la vaccination, de dangereux inconscients face à la situation sanitaire qu'il faut contraindre à se faire vacciner. Pourtant, les soignants sont vaccinés à ce jour à 91 %, soit deux fois plus que la moyenne de la population française...

Face à cette politique gouvernementale qui ne vise que la remise en cause des conquits sociaux, la CGT appelle l'ensemble du monde du travail à se réunir et à se mobiliser pour que la rentrée sociale soit synonyme de luttes gagnantes pour le progrès social !

Montreuil, le 13 juillet 2021